



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23907
13 mai 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 11 MAI 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA SUEDE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

La Mission permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de l'informer que la Suède a pris les mesures décrites ci-après en application de la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité des Nations Unies relative à l'adoption de sanctions à l'encontre de la Jamahiriya arabe libyenne.

1. Fourniture d'armements et de matériels y afférents

De manière générale, la législation suédoise interdit d'exporter du matériel militaire sans autorisation des pouvoirs publics (loi 1988:558 du 1er juillet 1988 concernant l'interdiction d'exporter du matériel militaire et des questions connexes).

La délivrance d'une licence d'exportation de matériel militaire obéit à certains principes directeurs. Ceux-ci, qui ont été approuvés par le Parlement, stipulent, entre autres choses, que la Suède s'engage inconditionnellement à ne pas autoriser l'exportation de matériel militaire à destination d'un pays donné lorsqu'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies interdit ce type d'exportation à destination du pays en question.

A ce jour, il n'y a pas eu d'exportation de matériel militaire de la Suède vers la Jamahiriya arabe libyenne et aucune licence n'a été délivrée pour en effectuer.

En outre, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures complémentaires : le 15 avril 1992, il a publié un décret sur les sanctions à l'encontre de la Libye (SFS 1992:187) qui interdit la fourniture d'armements et de matériels y afférents, la vente et le transfert de ce type de matériel, y compris les équipements de police, etc., de même que la fourniture de conseils techniques, d'assistance ou de formation, etc. L'ensemble constitué par les dispositions de ce décret et de la loi susmentionnée concernant l'interdiction d'exporter du matériel militaire couvre toutes les mesures que le Conseil de sécurité a énoncées dans ce domaine dans sa résolution 748 (1992).

Par ailleurs, aucun représentant ou agent de la Suède n'est présent en Jamahiriya arabe libyenne pour conseiller les autorités libyennes dans le domaine militaire.

2. Aviation civile, etc.

Le décret mentionné plus haut (SFS 1992:187) comporte aussi certaines dispositions interdisant le survol du territoire suédois par un aéronef si l'appareil prévoit d'atterrir en territoire libyen ou s'il a décollé du territoire libyen. Sont notamment interdites la fourniture d'avions et de composants d'avions à la Libye, les activités tendant à promouvoir la livraison de ce type de matériel et la fourniture de nouvelles assurances directes pour les avions libyens. Le décret interdit également le paiement de nouvelles réclamations sur la base des contrats d'assurance en cours. Autrement dit, les dispositions adoptées couvrent toutes les mesures énoncées en la matière par le Conseil de sécurité dans sa résolution 748 (1992).

3. Membres du corps diplomatique, etc.

En ce qui concerne le personnel des missions diplomatiques de la Jamahiriya arabe libyenne à Stockholm, le Gouvernement suédois a informé l'ambassade de Libye à Stockholm, le 15 avril, qu'elle devait réduire de cinq membres - y compris le chef adjoint de la Mission - les effectifs de ses services diplomatiques avant le 30 avril 1992. L'ambassade de Libye a également été informée que les déplacements du chef de la Mission et des membres de son personnel diplomatique, administratif et technique étaient limités à un rayon de 30 kilomètres à partir de la Mission.
